

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-Atlantiques  
Antenne de Bayonne  
6 Allées Marines  
64 100 Bayonne  
ud-40-64.dreal-na@developpement-durable.gouv.fr

Bayonne, le 06/01/2026

### Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/12/2025

#### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **Société DUBOS Travaux Publics**

6 avenue Marcel Dassault  
BP 523  
64 600 Anglet

Références : UBD40-64/D2026  
Code AIOT : 0005205186

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/12/2025 dans l'établissement Société DUBOS Travaux Publics implanté Lieu dit Astokotxo 64 120 Arbouet-Sussaute. L'inspection a été annoncée le 18/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection réactive suite à un signalement d'une pollution sur site par un tiers

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Société DUBOS Travaux Publics
- Lieu dit Astokotxo 64120 Arbouet-Sussaute
- Code AIOT : 0005205186
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Par l'arrêté préfectoral n° 04/IC/342 du 03 août 2004, la société DUBOS TP a été autorisée à exploiter une centrale d'enrobage à chaud de matériaux routiers, d'une capacité de 100 tonnes/heure, sur le territoire de la commune d'Arbouet-Sussaute.

Le décret 2019-292 du 09 avril 2019 a modifié la rubrique 2521 de la nomenclature relative aux centrales d'enrobage de bitume de matériaux routier. L'installation exploitée par la société DUBOS TP à Arbouet-Sussaute relève désormais du régime de l'enregistrement. De ce fait, elle est soumise aux dispositions de l'arrêté ministériel du 09 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2521 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, qui sont complétées par les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 04/IC/342 du 03 août 2004.

## **Contexte de l'inspection : POLLUTION DE FIOUL SUR SITE**

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ; la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ; les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

#### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle     | Référence réglementaire                          | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|-----------------------|--|--|-----------------------|
| 2  | Arrêté d'autorisation | Arrêté Préfectoral du 23/02/2004, article 6      | Demande de justificatif à l'exploitant   | 1 mois                |
| 3  | Arrêté d'autorisation | Arrêté Préfectoral du 23/02/2004, article 11.4.1 | Mise en demeure, respect de prescription   | 1 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle     | Référence réglementaire                      | Autre information |
|----|-----------------------|--|-------------------|
| 1  | Arrêté d'autorisation | Arrêté Préfectoral du 23/02/2004, article 17 | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Dans la nuit du 9 au 10 décembre 2025, une fuite de fioul, estimé à environ 5 000 litres a été détectée sur une des cuves du site qui assure l'alimentation du système de maintien en chauffe du réservoir de stockage de bitume. Cette fuite s'est déversée dans l'environnement (photographies point 2).

L'exploitant n'a pas prévenu les services concernés, soit la Préfecture et l'inspection des installations classées avant le 18 décembre. L'inspection des installations classées a été prévenue le 17 décembre 2025 par la société SAGRAL qui exploite une carrière de calcaire située à proximité de la centrale d'enrobage. Une visite d'inspection a alors été diligentée pour le 18 décembre 2025.

L'exploitant a manqué à son devoir de fournir dans les plus brefs délais, en cas d'incident sur site, tous les renseignements dont il dispose permettant de déterminer les mesures de sauvegarde à prendre pour ce qui concerne les personnes, la faune, la flore, les ouvrages exposés à cette pollution. La fuite a toutefois été déclarée par l'exploitant le 18 décembre 2025, après avoir été informé le 17 décembre de la réalisation d'une visite d'inspection.

L'exploitant n'a pas respecté les prescriptions techniques de l'article 11.4.1 de son arrêté d'autorisation n° 04/IC/74 en date du 23 février 2004 en n'associant pas les cuves de fioul à une capacité de rétention, ce qui aurait empêché le fioul de se répandre dans l'environnement.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Rapport d'incident ou d'accident**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/02/2004, article 6 et article R. 512-69 du code de l'environnement  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incidents/accidents  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Article 6 de l'arrêté préfectoral du 23/02/2004 :<br>L'exploitant est tenu de déclarer « dans les meilleurs délais » à l'inspection des installations classées les accidents ou les incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L511.1 du Code de l'Environnement.<br>L'exploitant détermine ensuite les mesures envisagées pour éviter son renouvellement compte tenu de l'analyse des causes et des circonstances de l'accident, et les confirme dans un document transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées, sauf décision contraire de celle-ci. |

Article R. 512-69 du code de l'environnement :

L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

### **Constats : Non Conforme**

L'incident susvisé, s'est produit dans la nuit du 9 au 10 décembre 2025 et l'exploitant n'a pas prévenu l'inspection des installations classées d'une pollution au fioul sur ses installations avant le 18 décembre.

L'incident a été porté à la connaissance de l'inspection des installations classées par l'exploitant de la carrière voisine. En effet la société SAGRAL (groupe DURRUTY) a procédé à un signalement téléphonique puis écrit, le 17 décembre, de l'incident constaté le 16 décembre. La déclaration d'incident transmise par la société Durruty indique que « *la pollution s'est infiltrée avant de réapparaître au niveau du bassin de décantation SAGRAL n°2.* »

Le 16 décembre 2025 l'exploitant de la carrière a constaté « *une épaisseur importante (15 cm) d'hydrocarbures dans le bassin de décantation n°2 et une épaisseur très fine dans le bassin de décantation n°3 SAGRAL. Les abords du bassin de décantation n°2, présentent également des traces de pollution aux hydrocarbures. Une forte odeur est perceptible dans la zone et détectable depuis la route communale.* »

Dès connaissance de cette pollution l'inspection des installations classées a :

1. demandé à l'exploitant de la centrale d'enrobage, par courrier électronique en date du 17/12/2025, de transmettre le rapport d'accident prévu à l'article R. 512-69 du code de l'environnement ;
2. programmé une visite d'inspection réactive pour le lendemain 18 décembre 2025.

Le jour de la visite d'inspection la société DUBOS TP déclarait en ligne sur le site officiel « Service Public Entreprendre », à 12 h 56 l'évènement classé comme « accident ».

Il est à noter que lors de la visite d'inspection l'exploitant n'a pas été en mesure de communiquer le rapport d'accident prévu à l'article 17 de l'arrêté préfectoral. Les premiers éléments ont été transmis par messagerie électronique le 19 décembre.

L'inspection des installations classées a pris connaissance le 22 décembre de la déclaration effectuée en ligne. Le rapport d'accident indique :

« *Type de phénomène*

*Rejet de matières dangereuses ou polluantes.*

*Matières rejetées ou qui ont explosé ou réagi :*

*0.5 m<sup>3</sup> présente avant l'accident/l'incident*

*Environ 0.5 m<sup>3</sup> relâchée pendant l'accident/l'incident*

*Chronologie de l'évènement :*

*Nous avons constaté une fuite de fioul sur le sol de notre installation le mercredi 10/12/2025 à 5h20 à notre arrivée sur le site. Un dysfonctionnement est survenu sur le système de remplissage automatique de la cuve additionnelle de fioul de la chauffe de la citerne à bitume. La communication entre le flotteur mécanique de cette cuve et le relais de coupure de l'alimentation électrique de la pompe de remplissage n'a pas fonctionné, la pompe ne s'est alors pas arrêtée même lorsque la cuve était pleine. Le débordement a eu lieu par le bouchon de*

|  |
|--|
| <p><i>prise d'air de la cuve. Nous avons immédiatement coupé manuellement l'alimentation de cette pompe. Nous avons fait intervenir l'entreprise ADA à plusieurs reprises dès le 11/12/2025 8h30 afin de collecter et traiter les hydrocarbures déversés dans les bassins de confinement et de rétention. Nous avons également mis en place un suivi régulier des rejets dans le milieu naturel du bassin de rétention en aval de notre site. Un diagnostic et suivi de la pollution dans les terres potentiellement impactées va également être mis en place dans les plus brefs délais.</i></p> <p><i>Mesures mises en place sur le site :</i><br/> <i>Mise en sécurité de l'établissement et extension de la pompe, confinement et nettoyage des bassins, prélèvements des rejets en milieu naturel.</i></p> <p><i>Conséquences sur l'environnement :</i><br/> <i>Pollution des sols</i><br/> <i>Pollution des eaux de surface</i></p> <p><i>Informations complémentaires :</i><br/> <i>Les prélèvements d'eau du rejet en milieu naturel vont être déposés au plus tard le 19/12/2025 dans un laboratoire pour analyse des teneurs en hydrocarbures. Un diagnostic de pollution de sol va être mis en œuvre dans les plus brefs délais.»</i></p> |
| <p><b>Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Le rapport d'accident doit être complété avec :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. le diagnostic de pollution des sols et des mesures prises pour résorber cette pollution ;</li> <li>2. les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.</li> </ol>   |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>   |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>   |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>   |

**N° 2 : Arrêté d'autorisation**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/02/2004, article 11.4.1 et article 4.9 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Capacité de rétention  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 11.4.1 arrêté préfectoral du 23/02/2004 dont les dispositions sont identiques à celles de l'article 4.9 de l'arrêté ministériel du 09 avril 2019 précité :</p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• 100 % de la capacité du plus grand réservoir,</li><li>• 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.</li></ul> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;</li><li>• dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;</li><li>• dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.</li></ul>  |
| <p><b>Constats : Non Conforme</b></p> <p>Les 2 cuves présentes sur le site de la société DUBOS TP, la première d'une contenance de 40 000 litres et une deuxième additionnelle de 500 litres ne sont pas associées à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à 100 % de la capacité du plus grand réservoir ou 50 % de la capacité globale des réservoirs associés [...].</p> <p>Le non-respect de cette prescription réglementaire est à l'origine de la dispersion des 5 000 litres de fioul dans l'environnement.</p> <p>Pour cette raison, un projet de mise en demeure est rédigé à l'encontre de la société DUBOS TP.</p> <p><u>Exposé des faits :</u></p> <p>La société DURRUTY a informé, le 17 décembre 2025, l'inspection des installations classées d'une pollution de fioul sur ses installations, découverte au niveau de son bassin d'infiltration en contre-bas de ses installations ; bassin qui est également utilisé par la société DUBOS TP, société voisine de la carrière exploitée par la société SAGRAL appartenant au groupe DURRUTY (bassin de décantation n°3 sur le plan joint ci-dessous) .</p> <p>La déclaration d'incident transmise par la société Durruty confirme les éléments communiqués par la société DUBOS TP :</p> <p>«</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- la pompe qui alimente en fuel la partie motorisée de l'installation fonctionne en mode automatique, pilotée par un flotteur relié à un automate. L'automate commande le fonctionnement de la pompe selon le niveau de carburant. Lors de l'incident, l'automate a transmis un ordre d'arrêt mais la pompe ne s'est pas arrêtée ;</li><li>- le réservoir du moteur étant plein, le fuel s'est déversé au sol, puis dans un regard, avant d'atteindre le séparateur d'hydrocarbures de DUBOS. Celui-ci s'est rempli puis a débordé dans le bassin d'infiltration DUBOS. Ce bassin n'étant pas étanche, la pollution s'est infiltrée avant de réapparaître au niveau du bassin de décantation SAGRAL n°2.</li></ul> <p>Nous constatons une épaisseur importante (15 cm) d'hydrocarbures dans le bassin de décantation n°2 et une épaisseur très fine dans le bassin de décantation n° 3 SAGRAL.</p> <p>Les abords du bassin de décantation n°2 présentent également des traces de pollution aux hydrocarbures. Une forte odeur est perceptible dans la zone et détectable depuis la route communale. Aucune trace d'hydrocarbures n'a été observée en sortie du bassin de décantation n°3 et au niveau du point de rejet vers le fossé (milieu naturel). »</p> |

Dès la connaissance de cet incident, en date du 17 décembre 2025, une inspection réactive de l'inspection des installations classées a été programmée sur site le 18 décembre 2025.

Lors de cette inspection, il a été constaté des traces de pollution aux hydrocarbures, comme indiqué sur les figures 1 et 2 ci-dessous :

- traces nettement visibles tout le long de l'installation allant de la cuve de fioul jusqu'au premier regard,
- puis vers le séparateur d'hydrocarbures qui a débordé laissant apparaître des traces de fioul épandu dans le sol jusqu'au bassin d'infiltration,
- et enfin jusqu'au bassin de décantation où la pollution aux hydrocarbures est nettement visible.

Cette pollution a été confinée par des boudins mis en place par la SAGRAL. En effet dès la pollution identifiée, la société SAGRAL a réagi en plaçant un barrage filtrant au niveau de son bassin de décantation pour contenir les hydrocarbures et éviter que la pollution ne se répande dans le petit cours d'eau en contre-bas et souille la flore. La société SAGRAL a, par ailleurs, mis à disposition de la société DUBOS TP un kit anti-pollution pour l'aider à intervenir afin de juguler la propagation de la pollution.

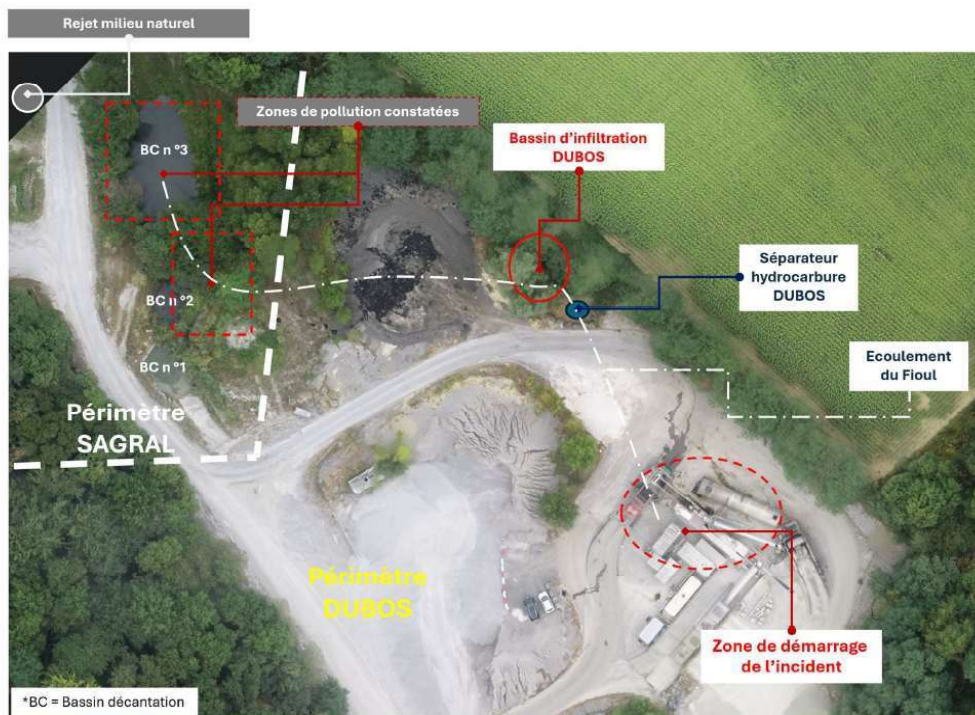
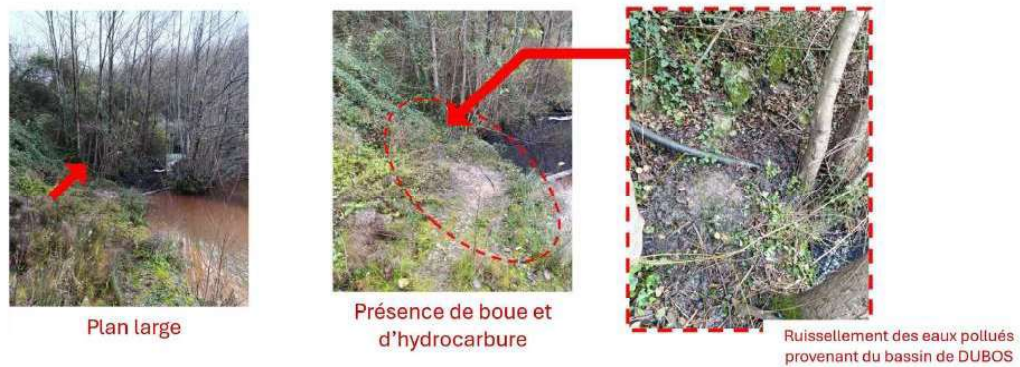


Figure 1 : schéma de l'accident survenu sur le site DUBOS TP, dans la nuit du 9 au 10 décembre 2025, avec le déversement d'environ 5 000 litres de fioul





**Photo zone de résurgence eaux polluées provenant du bassin de DUBOS**

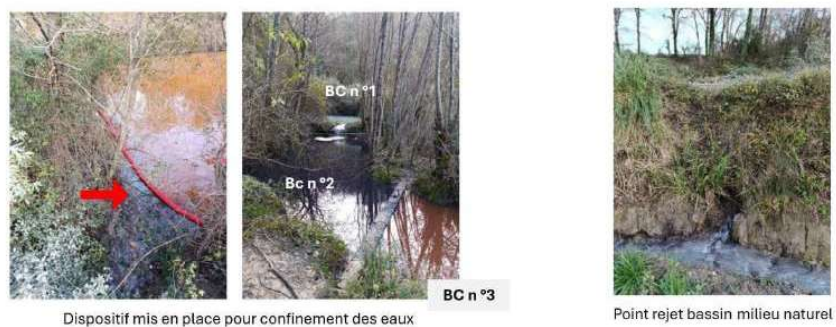


Figure 2 : photos de la pollution aux hydrocarbures

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 1 mois



**N° 3: Arrêté d'autorisation**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/02/2004, article 17  |
| <b>Thème :</b> Risques accidentels, Conséquences des pollutions accidentelles  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>En cas de pollution provoquée par l'établissement, l'exploitant devra être en mesure de fournir dans les délais les plus brefs, tous les renseignements dont il dispose permettant de déterminer les mesures de sauvegarde à prendre pour ce qui concerne les personnes, la faune, la flore, les ouvrages exposés à cette pollution, en particulier : <ul style="list-style-type: none"><li>1°) la toxicité et les effets des produits rejetés,</li><li>2°) leur évolution et leurs conditions de dispersion dans le milieu naturel,</li><li>3°) la définition des zones risquant d'être atteintes par des concentrations en polluants susceptibles d'entraîner des conséquences sur le milieu naturel ou les diverses utilisations des eaux,</li><li>4°) les méthodes de destruction des polluants à mettre en œuvre,</li><li>5°) les moyens curatifs pouvant être utilisés pour traiter les personnes, la faune ou la flore exposées à cette pollution,</li><li>6°) les méthodes d'analyses ou d'identification et organismes compétents pour réaliser ces analyses.</li></ul> <p>Pour cela, l'exploitant constitue un dossier comportant l'ensemble des dispositions prises et des éléments bibliographiques rassemblés pour satisfaire aux 6 points ci-dessus. Ce dossier de lutte contre la pollution des eaux est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services chargés de la police des eaux, et régulièrement mis à jour pour tenir compte de l'évolution des connaissances et des techniques.</p> <p>Les produits récupérés en cas d'accident, les lixiviats et les eaux de ruissellement visées au présent article ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets. En particulier les produits récupérés en cas d'accident suivant prioritairement la filière déchets.</p> |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant nous a communiqué le dossier « pollution » de juillet 2020.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> sans suites  |